

Histoire économique

Avant leur nationalisation en 1946, les entreprises électriques françaises étaient des plus performantes. Un rappel utile à la veille de la prochaine ouverture du marché en 2004.

Quand l'électricité était privée

JACQUES MARSEILLE

François sult

« Faut-il vraiment nationaliser le secteur de l'électricité ? » Rares furent ceux, même à droite, qui au lendemain de la Seconde Guerre mondiale posèrent cette question incongrue. A cette date, en effet, personne ou presque ne doutait du fait que le service public était incompatible avec les logiques du marché. Dans un pays ruiné et dévasté, il allait de soi que cet outil essentiel de la vie économique devait être contrôlé par la nation et que seul l'Etat pouvait mener à bien le vaste chantier de la reconstruction électrique.

Et pourtant, peu d'entreprises privées ont été aussi performantes que les entreprises électriques avant la naissance d'EdF. En vingt ans, la production a été multipliée par cinq, passant de 4 milliards de kWh en 1919 à 22 milliards en 1939. Et si l'on prend en compte les programmes en cours de réalisation au lendemain de la guerre et la mise en service des barrages dont les compagnies privées assuraient la construction depuis l'avant-guerre, ce sont 35 milliards de kWh qui ont été atteints en 1950, neuf fois le chiffre initial alors que le PIB n'a lui progressé que de 40 % pendant ces trente années. Mieux, le réseau français du transport électrique était, à la veille de la nationalisation, le plus dense du monde, avec une desserte de 22,5 km de lignes de plus de 100 000 volts pour 1 000 km², contre 5 km pour les Etats-Unis, 15 pour la Grande-Bretagne et 18 pour l'Allemagne. Dans l'Hexagone, le kilométrage total de lignes à très haute tension est passé de 899 km en 1923 à 12 403 km en 1945. A la veille de la guerre, un réseau national permettait déjà d'établir d'étroites solidarités régionales et de faire face à des situations très changeantes. Il couvrait les 4/5 e du pays quand celui de la Grande-Bretagne ne raccordait qu'un tiers du territoire.

De même, la capacité de transit (en kilowattheures par kilomètre et par mille habitants) était de l'ordre de 150 contre 50 pour la Grande-Bretagne. Alors qu'au lendemain de la Première Guerre, 20 % seulement des communes jouissaient de l'électricité, au 1^{er} janvier 1937, le pourcentage atteignait 96 %. Depuis 1914, le prix du kWh éclairage avait seulement triplé alors que, dans le même temps, le kilo de pain avait été multiplié par six, le litre de vin par cinq et le ticket de métro en seconde classe par sept. Cette performance, la France la doit à des entrepreneurs

d'envergure saisis par « l'esprit américain ». Trois d'entre eux auront marqué leur époque. Ernest Mercier, Pierre-Marie Durand et Pierre Azaria. Le premier, né en 1878 à Constantine, sorti de Polytechnique en 1899, devient membre du cabinet Loucheur, ministre de l'Armement, où il prend la mesure du manque de rationalisation du secteur électrique. Disposant de fonds importants fournis par la Lyonnaise des eaux qui voulait étendre ses activités, il crée l'Union d'électricité et rationalise : deux super-centrales, Gennevilliers et Vitry, alimentent la région parisienne. Celle de Gennevilliers est la plus grande usine thermique au monde et la plus moderne d'Europe. Egalement fondateur de la Compagnie française des pétroles, Ernest Mercier, détesté par la gauche, est bien le « roi » de l'électricité.

Le deuxième, Pierre-Marie Durand, est un avoué lyonnais reconverti dans les affaires. Il fonde en 1906 l'Energie industrielle qui multiplie les acquisitions et finit, en 1946, par desservir un Français sur six (soit 6,3 millions) dans 38 départements, essentiellement du sud de la France.

Le troisième n'est autre que le fondateur de la Compagnie générale d'électricité (CGE) qui deviendra Alcatel-Alsthom en 1991. Né en décembre 1865 au Caire, Bedros Azaria fait ses études en France où il prend le prénom de Pierre, entre à l'Ecole centrale et devient à sa sortie directeur de l'Electricité de Rouen, un poste qui correspond à son médiocre classement (110 e sur 186). Sous son impulsion, néanmoins, le nombre des abonnés passe de 305 en 1891 à 1 700 en 1899. La station centrale de Rouen vient alors, si l'on rapporte le nombre de kW vendus annuellement au nombre d'habitants, au premier rang des usines de production d'électricité en France. En 1898, visant les villes à fort potentiel - Nancy, Amiens, Nantes, Bordeaux puis Marseille -, il fonde la CGE. Au tournant des années 1930, l'entreprise réalise près de 240 millions de francs or de recettes, un chiffre multiplié par 15 depuis 1914 alors que le PIB n'a été multiplié que par 2. Elle emploie plus de 20 000 personnes et rassemble une cinquantaine de sociétés.

Ce parcours exemplaire est aussi celui de la branche. En 1919, on ne comptait que 19 entreprises électriques parmi les 150 premières sociétés industrielles cotées en Bourse ; elles sont 37 en 1939. Leurs actifs passent du dixième au quart du total des capitaux détenus par l'ensemble des sociétés. Aucun secteur n'a connu une réussite comparable.

Cette performance, la France la doit enfin aux ingénieurs, alors considérés comme les grands prêtres des temps modernes. Rescapés de la Première Guerre et accueillis à bras ouverts dans les entreprises, ils instaurèrent un professionnalisme nouveau dans le monde des affaires, donnant priorité à l'organisateur sur le commerçant et à la nation sur les intérêts particuliers.

Le capitalisme privé n'avait donc pas failli à la tâche. Alors pourquoi nationaliser ? Là, comme ailleurs, l'idéologie a primé sur la raison. En 1945, Jacques Duclos présente la nationalisation « comme une arme contre l'ennemi de classe, contre les trusts, les grands monopoles, les capitalistes » : les patrons de l'électricité appartenaient à ces détestées «

deux cents familles » qui siégeaient aux conseils d'administration des entreprises les plus puissantes. Mais surtout, ils se mêlèrent de politique et, par anticommunisme, se rapprochèrent d'une droite intransigeante.

Ernest Mercier, par exemple, recommandait d'étendre les pouvoirs du gouvernement et de l'administration aux dépens du Parlement et des partis politiques. Il fondera le Rassemblement français qui compta, à son apogée en 1926-1928 quelque 10 000 adhérents, et fréquenta le salon du maréchal Lyautey où il côtoya le colonel de La Rocque. Mais il partageait aussi avec Ford l'idée que la rationalisation était l'antichambre de la société de consommation et de la paix sociale. Condamnant le malthusianisme et la frilosité des banquiers, le baron Empain, un des leurs, écrivait : « Beaucoup de nos financiers manquent de psychologie et d'imagination. Pour mobiliser l'épargne d'aujourd'hui, il faut recourir à des procédés en harmonie avec le temps que nous vivons et capables de toucher des nouvelles couches sociales et inciter ainsi directement au travail et à la production. »

S'ils intervinrent tant en politique, c'est aussi qu'ils avaient pris conscience du retard de la France en matière de consommation électrique et qu'ils déploraient les hésitations des pouvoirs publics à investir dans les grands projets. Le paradoxe est qu'ils furent nationalisés parce qu'ils avaient raison. A lire : *Histoire générale de l'électricité en France*, publiée par l'Association pour l'histoire de l'électricité en France, Fayard, 1994.